

**Décision n° 06-0353**  
**de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes**  
**en date du 30 mars 2006**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société B3G Telecom France**  
**(numéros de la forme 09 00 00 MC DU)**

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7, L.44 et les articles R.20-44-27 à R.20-44-32 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société B3G Telecom France (récépissé de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes n° 06-444 en date du 9 février 2006) ;

Vu la décision n° 2005-1084 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2005-1085 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu les courriers de la société B3G Telecom France reçus le 16 janvier 2006, le 16 février 2006 et le 28 février 2006 ;

Pour les motifs suivants : Pour assurer la mise en œuvre de la portabilité des numéros de la forme 09 8B PQ MC DU et permettre ainsi l'acheminement des communications vers tout utilisateur abonné d'un fournisseur de service de télécommunications et attributaire d'un tel numéro, un mécanisme technique d'identification de cet opérateur est nécessaire. Un numéro dit numéro de routage permet d'assurer cette fonction d'identification ;

Les numéros de la forme 09 00 PQ MC DU sont utilisés à cet effet, dans le réseau, sous la forme de l'identifiant 900 PQ placé en tête du numéro appelé ;

Après en avoir délibéré le 30 mars 2006 ;

**Décide :**

**Article 1er** - Les numéros de la forme 09 00 00 MC DU sont attribués à la société B3G Telecom France (Siren : 423 160 829) pour la mise en œuvre de la portabilité des numéros fixes non géographiques, dans les conditions fixées par la décision n° 2005-1085 en date du 15 décembre 2005 susvisée.

**Article 2** - La société B3G Telecom France acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le code des postes et des communications électroniques susvisé, et notamment ses articles R.20-44-27 à R.20-44-32.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société B3G Telecom France adresse à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 30 mars 2006

Le Président

Paul Champsaur